



2 août 2018

(18-4922)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle  
Onzième session  
Buenos Aires, 10-13 décembre 2017**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE M. ROB DAVIES  
MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

**AFRIQUE DU SUD**

Au nom de la délégation de l'Afrique du Sud, j'aimerais remercier le gouvernement argentin d'avoir généreusement accueilli cette onzième Conférence ministérielle de l'OMC, ici à Buenos Aires.

La onzième Conférence ministérielle a lieu à un moment où le système commercial multilatéral est confronté à des défis importants. Dans le monde entier, on exige des niveaux plus élevés d'une croissance économique plus inclusive et on se demande si les organisations comme l'OMC sont à même de répondre à cette demande.

À notre sens, nous devons avoir une discussion lucide sur le rôle du commerce dans la promotion du développement durable et de la croissance inclusive. Nous devons résolument œuvrer pour créer un environnement multilatéral permettant de soutenir l'industrialisation et l'adoption de nouvelles technologies, de manière à encourager la transformation structurelle et la diversification économique. Pour ce faire, la marge de manœuvre des pays en développement, en particulier les pays africains, doit être préservée afin qu'ils puissent poursuivre leurs objectifs de développement et promouvoir l'intégration régionale, comme une étape vers une participation plus importante à l'économie mondiale.

L'Afrique du Sud, comme de nombreux autres pays en développement, a participé aux négociations de l'OMC sur la base de l'engagement que nous avons tous pris à Doha de placer les besoins et les intérêts des pays en développement au centre du programme de travail. Cette approche, selon laquelle le commerce favorise le développement, reste pour nous d'un intérêt fondamental dans le cadre des négociations en cours. Toute Déclaration ministérielle qui sera approuvée lors de cette conférence doit faire référence au mandat de Doha, même si elle reconnaît aussi les divergences qui existent entre nous en ce qui concerne l'approche à suivre.

Nous avons tous observé les difficultés bien réelles relatives aux négociations sur la majorité, sinon la totalité des questions, y compris les questions prioritaires en suspens depuis longtemps, concernant le soutien interne, la détention de stocks publics, le développement et la pêche, entre autres. Nous sommes déçus par cette situation, mais nous sommes prêts à continuer à travailler sur les questions de Doha restantes l'année prochaine. En disant cela, je me dois d'indiquer sans ambiguïté que l'Afrique du Sud a des doutes sérieux, et que nous n'accepterons aucune proposition qui interférerait avec nos processus démocratiques nationaux visant à établir des politiques ou des règlements relatifs aux services et à d'autres domaines.

Nous avons affirmé à maintes reprises que nous reconnaissons le développement rapide du commerce électronique mais que ce processus se déroule de manière inégale à travers le monde. Dans un contexte où il y a tant d'inconnues, et où il existe d'immenses risques mais aussi de grandes possibilités, nous estimons qu'il est temps de partager les renseignements et de renforcer la coopération. Les négociations sur l'élaboration de règles ne sont pas appropriées à ce stade. Nous ne sommes pas non plus prêts à intégrer des questions ne relevant pas du PDD dans le programme de travail.

Pour conclure, j'aimerais dire que la participation de l'Afrique du Sud à l'OMC repose sur l'approche selon laquelle les résultats obtenus ici doivent soutenir – ou du moins ne pas entraver – les objectifs prioritaires absolus de l'Afrique en matière d'industrialisation et d'intégration régionale.

L'Afrique a élaboré un programme de travail visant à s'écarter d'un modèle de croissance non durable, fondé sur la position historique d'exportatrice de produits primaires et d'importatrice de produits à haute valeur ajoutée qui lui a été attribuée à l'époque coloniale. Nous devons ajouter de la valeur à nos matières premières, industrialiser et diversifier nos économies afin de garantir l'avenir de nos populations et de contribuer à l'économie mondiale de manière plus décisive. Nous espérons que les travaux menés à l'OMC soutiendront ces nobles objectifs.

---